

Bruxelles – Conférences . Vendredi 5 MARS :

- Matin : audition organisée par le groupe Verts/ALE sur *l'OMC*. Présence notamment de Pascal Lamy et Vandana Shiva.

Débat contradictoire sur la notion de préférence collective, thématique d'un rapport "fuité" de la DG relations extérieures. V. Shiva y oppose la notion des droits humains, notion qui semble être aujourd'hui stratégique pour les négociateurs de l'UE au sein de l'OMC. Ce concept, issue de la théorie économique, pourrait par exemple servir à justifier des soutiens agricoles en raison d'une préférence des européens pour l'environnement (excuse commode en l'occurrence pour justifier des politiques qui désavantagent les pays du Sud !).

- Après-midi : participation à la conférence d'Alima Boumediene, « *Féminisme et Islam* », sur les nouvelles Féministes Musulmanes. Les invités sont Saïda Kada, présidente de l'association Femmes françaises et musulmanes engagées, Christine Delphy, chercheuse au CNRS, directrice de la revue Nouvelles Questions féministes, Fabienne Brion, Université de Luvain –la-Neuve, Tariq Ramadan, philosophe, écrivain, Université de Fribourg. Débat animé par Farid El Asri, historien et professeur de religion islamique. Discutante : Marina Da Silva, Monde Diplomatique, Collectif Féministes pour l'égalité. Pour les jeunes femmes présentes en grand nombre (plus de 500 personnes dont 85% de femmes), il me semble clair qu'est revendiqué à la fois le droit à la reconnaissance d'une histoire, d'une culture, d'une identité spécifiques, celles de leurs parents et grands-parents et la volonté d'égalité des droits et de participation pleine et entière à la vie politique démocratique. Une démarche que je n'imaginai pas aussi vivante avant d'assister à cette rencontre.

Strasbourg, session plénière du 8 au 12 mars

Lundi 8 MARS :

- réunion de la Commission de l'industrie, du commerce extérieur, de la recherche et de l'énergie.

- Session plénière du Parlement Européen.

- rencontre informelle avec Pat COX, président du Parlement Européen, lors d'une discussion avec la Commission des droits de la femme et de l'égalité des chances. Echanges de vue sur la situation en Tchétchénie.

Mardi 9 MARS :

- réunion de travail avec Ernst Gülcher, conseiller paix, désarmement, prévention des conflits et droits de l'homme, concernant le conflit en Tchétchénie.

- participation à la conférence de presse et à l'audition organisée par le groupe Gauche Unie Européenne (GUE) : « *Pour un service public européen de l'eau, contre la marchandisation des services publics* », avec Danielle Mitterand, Riccardo Petrella, Mario Soares...

Discussion sur le « *rapport Miller* » qui, si il est voté par les députés européens, confortera la position de la Commission européenne visant à consolider le marché intérieur en de nombreux domaines, notamment celui de l'eau, conduisant à la remise en question de la notion de service public en ce domaine notamment. L'exemple de l'eau est particulièrement symbolique puisqu'il montre que dans les projets de la commission, aucun service public, aucun droit, aucun bien commun ne saurait résister à la marchandisation.

- réunion du groupe des Verts / Alliance Libre Européenne : *la nouvelle législation*

allemande sur las OGM : débat très animé avec Wolfgang Köhler du cabinet de Renate Künast, la ministre allemande verte de l'Agriculture et de la Protection des Consommateurs, concernant la récente loi sur les OGM. Les Grünen et le SPD se sont mis d'accord, en janvier 2004, sur un projet de loi autorisant les cultures d'OGM sur le territoire allemand. Les avancées obtenues le justifieraient. Or ces avancées résident essentiellement à la reconnaissance de la responsabilité civile des producteurs d'OGM, laissant entière la question du risque écosystémique. Avec cette prise de position, Renate Künast est loin des promesses suivant son avènement en 2001. A l'époque, elle prônait une agriculture biologique, saine. Elle avait initié le « tournant » vers une agriculture plus naturelle. La ministre affirmait alors que « dans 10 ans, 20% des produits alimentaires en Allemagne proviendraient de l'agriculture biologique » pour un plus grand respect des consommateurs. Aujourd'hui, volte-face, elle qualifie les OGM « d'avancée pour les consommateurs » ! (L'actuel co-président du groupe vert au Parlement Européen, Daniel Cohn-Bendit soutient la position de la ministre Künast !)

Mercredi 10 MARS :

- réunion de travail avec Vula Tsetsi, Co-Secrétaire générale du Groupe VERTS/ALE, concernant l'organisation d'une audition sur le conflit en Tchétchénie pour la fin mars.

- Tchétchénie :

Conférence de presse avec Oumar Khanbiev, Ministre de la Santé tchétchène, et les députés Olivier Dupuis (Parti Radical, l'organisateur de cette conférence de presse), Françoise Duthu, Bart Staes, Gianfranco Dell'Alba concernant l'enlèvement de plus de 30 membres de sa famille par les forces russes.

Rencontre entre Oumar Khanbiev, Ministre de la Santé Tchétchène, et Pat Cox, Président du Parlement Européen.

- participation à la conférence de presse et à l'audition de la Gauche Unie Européenne concernant les *objecteurs de conscience emprisonnés de l'armée israélienne*. Deux jeunes Israéliens de dix huit et dix neuf ans témoignent de leur engagement. Ils récuse l'occupation de la Palestine par l'Etat Israélien. Ils ne sont pas pacifistes. Mais ils estiment qu'ils ne peuvent cautionner la politique d'occupation. Beaucoup de conscience politique et de courage !

Jeudi 11 MARS :

- réunion de la Délégation à la commission parlementaire de coopération Union Européenne - Russie.

- intervention en session plénière pour le groupe Verts / ALE sur le problème de l'utilisation des sonars à basse fréquence et les dangers encourus par les animaux marins, notamment les baleines au titre de mon appartenance comme suppléante à la commission Pêche.

Vendredi 12 MARS :

- Tchétchénie :

Rencontre avec le secrétaire de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Günter Schirmer, et le secrétaire de la Commission des questions politiques, Rudiger Dossow concernant une collaboration plus étroite entre le Parlement Européen et l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe pour promouvoir une solution politique au conflit russo-tchétchène.